



**PRÉFET
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran, 9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 02/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS SEVIGNE INDUSTRIES

La Borie Sèche
BP 6
12520 Aguessac

Références : 12-CARMIN-2024-26
Code AIOT : 0006800181

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/05/2024 dans l'établissement SAS SEVIGNE INDUSTRIES implanté Puech Long Bas 12490 Saint-Rome-de-Tarn. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection réalisée s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de Contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS SEVIGNE INDUSTRIES
- Puech Long Bas 12490 Saint-Rome-de-Tarn
- Code AIOT : 0006800181
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La carrière à ciel ouvert de calcaire sise au lieu dit "Puech Long Bas" sur la commune de Saint Rome de Tarn 12490, est autorisée par arrêté préfectoral n° 2014-132-0010 en date du 12 mai 2014 pour une durée de 30 ans et pour une production de 150 000 t annuelle maximale, par un arrêté préfectoral complémentaire n° 2014-132-009 concernant les prélèvements d'eau dans le Lévézac en date du 12 mai 2014, par un arrêté préfectoral complémentaire n° 2019-05-20-003 en date du 20 mai 2019 concernant la modification d'approfondissement et par un arrêté complémentaire n°12-2023-06-13-00006 en date du 13/06/2023 limitant à 7000m3/an le prélèvement des eaux superficielles dans le Lévézac.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Extraction	AP Complémentaire du 20/05/2019, article 2	Sans objet
2	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 12/05/2014, article 16	Sans objet
3	Stockage des déchets inertes et des terres non polluées résultant d...	Arrêté Préfectoral du 12/05/2014, article 15-4	Sans objet
4	Eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 12/05/2014, article 23-4-2	Sans objet
5	Poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	Sans objet
6	Gestion des Eaux	AP Complémentaire du 13/06/2023, article 2	Sans objet
7	Gestion des Eaux	Arrêté Préfectoral du 12/05/2014, article 23-4-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation est en phase 3 d'exploitation (mai 2024 à mai 2029).

Les installations sont équipées de capotages, les pistes et aires de circulation sont revêtues d'un gravillonnage.

Les matériaux de faible granulométrie sont stockés sous tunnel, les stockages au sol sont stabilisés.

L'exploitant tient à jour un registre et un plan relatifs à l'accueil des matériaux inertes extérieurs, et un registre de suivi de prélèvement des eaux dans le ruisseau du Lévejac.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extraction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/05/2019, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Extraction
Prescription contrôlée : L'exploitation est conduite par fronts de taille d'une hauteur unitaire maximale de 15m séparés par des banquettes horizontales d'une largeur minimale de 5 mètres. La cote maximale d'extraction est fixée à 549m NGF. La cote minimale d'extraction atteinte en fin de phase 2023-2028 est fixée à 456m NGF [..].

<p>Constats :</p> <p>Le plan d'exploitation mis à jour en janvier 2024, met en évidence une extraction conduite dans le respect des prescriptions mentionnées dans l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 20 mai 2019 précité.</p> <p>Il a été observé une cote minimale d'extraction de 457,5 m NGF. L'exploitant précise qu'il arrête l'approfondissement afin de respecter la cote minimale d'extraction en fin de phase 3 (mai 2029) et privilégie par conséquent le recul des fronts.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Registres et plans

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2014, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Registres et plans</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour au moins une fois par an un plan de la carrière d'échelle adaptée à sa superficie.</p> <p>Sur ce plan sont reportés a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, les bords de la fouille, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les pentes des pistes, - les zones remises en état en différenciant les différents types de remise en état, <p>S'il y a lieu, le périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le plan d'exploitation renouvelé en janvier 2024 sur lequel figurent la bande de 50 m au delà du périmètre d'autorisation, les cotes d'altitude des points significatifs ainsi que les différentes remises en état en fonction de l'état d'avancement du phasage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Stockage des déchets inertes et des terres non polluées résultant d...

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2014, article 15-4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets inertes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de stockage sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. Pour cela, l'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriées les quantités et les caractéristiques des matériaux stockés, ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes aux données figurant sur le registre.</p> <p>L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes et les terres non polluées utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines.</p> <p>L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</p>

Constats :
L'exploitant tient à jour un registre dans lequel sont répertoriées les quantités de déchets inertes d'exploitation ainsi qu'un plan topographique permettant la localisation des zones de stockage temporaire en lien avec celles figurant dans le registre. Leur stockage est conforme et ne présente aucun risque de dégradation des eaux superficielles et des eaux souterraines. Il a été observé une bonne stabilité de ces dépôts conformément à la prescription de l'arrêté préfectoral précité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2014, article 23-4-2
Thème(s) : Risques accidentels, Rejet des eaux dans le milieu naturel
Prescription contrôlée : Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - le PH est compris entre 5,5 et 8,5 ; - la température est inférieure à 30°C ; - les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35mg/l ; - la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l ; - les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 5 mg/l. Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures; En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Les valeurs sont déterminées selon les normes appropriées décrites dans l'arrêté ministériel du 07 juillet 2009. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.
Constats : L'inspection a montré que le site ne compte pas de rejet vers le milieu naturel compte tenu d'une gestion optimisée par recyclage des eaux de ruissellement (nettoyage des installations de traitement, abattage des poussières au niveau des pistes et des stocks...). L'exploitation fonctionnant en circuit fermé, aucune analyse des rejets n'est réalisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.

<p>« Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.</p> <p>« Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement [...]»</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant assure la surveillance de la qualité de l'air par la méthode « des jauges OWEN » (méthode des plaquettes précédemment).</p> <p>Le bilan de l'année 2023 montre un respect de la valeur fixée pour les 4 campagnes réalisées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Gestion des Eaux

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article 5.2 "Prélèvement" de l'arrêté préfectoral complémentaire autorisant le prélèvement dans le Lévejac n° 2014-132-0010 en date du 12 mai 2014 sont modifiées par :</p> <p>Les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 7 000 m³ par an dans le cours d'eau du Lévejac masse d'eau Tarn Amont, code SDAGE O3460560.
<p>Constats :</p> <p>Les prélèvements réalisés dans le bassin tampon sont relevés et consignés dans un registre quotidiennement hors week-ends, jours fériés et périodes de fermeture du site (août et décembre).</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté un respect des volumes autorisés (2468 m3 en 2023 et 974 m3 du 01/01/2024 au 29/05/2024 inclus).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Gestion des Eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2014, article 23-4-1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rejets d'eau dans le milieu naturel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Un suivi de la qualité des eaux souterraines est assuré à partir de ce piézomètre par des analyses annuelles sur les paramètres suivants : pH, conductivité, MES, COT, la DCO, la DBO5, l'azote global, l'azote ammoniacal, les nitrates, les nitrites, les sulfates, le phosphore total, les phénols, les métaux totaux, les hydrocarbures totaux, les AOX [...]</p>

Les résultats d'analyse sont consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur interprétation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...). Les résultats de mesures sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées. Toute anomalie doit lui être signalée dans les meilleurs délais.

Constats :

Les analyses relatives au suivi des eaux souterraines à partir du piézomètre P2 situé à l'aplomb de la zone de stockage des inertes, en contrebas de la carrière dans le champ en bordure du Lévejac, sont conformes aux normes en vigueur (derniers résultats communiqués en date du 22 mars 2023).

Type de suites proposées : Sans suite